



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°26 – du 17 au 21 juillet 2023

En bref

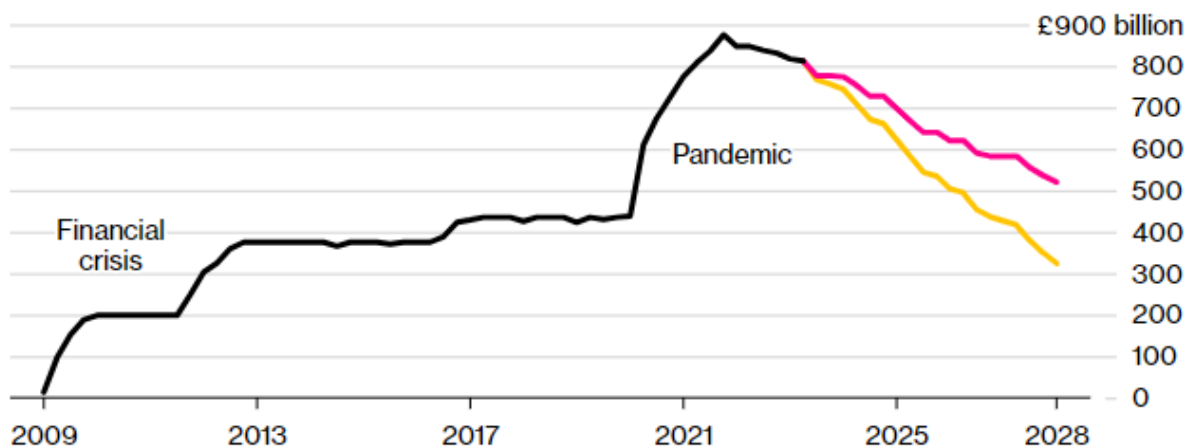
- Selon la [Resolution Foundation](#), à la fin juin 2023, 56% des ménages détenteurs d'un prêt immobilier ont été affecté par la hausse des taux des prêts hypothécaires.
- En cas de victoire lors des prochaines élections générales, le parti travailliste ne prévoit pas de faire évoluer le mandat de la Banque d'Angleterre. Il conserverait également une cible d'une inflation, suivie par le *Consumer Prices Index*, à 2%.
- Des métiers de la construction ont été ajoutés à la [liste](#) de postes faisant face à des pénuries de main d'œuvre (*shortage occupation list*). Recommandé par la [Commission](#) indépendante sur les migrations en mars et facilitant le recours aux travailleurs étrangers, cet ajout permettra selon le gouvernement de construire des infrastructures nationales clés et de stimuler la croissance des industries du secteur.
- Malgré l'[opposition](#) d'une majorité des membres de son parti, Keir Starmer [annonce](#) ne pas vouloir mettre fin au plafonnement des prestations sociales, prenant actuellement en compte deux enfants par foyer maximum.
- Les dépenses en recherche et développement (R&D) réalisées au Royaume-Uni ont atteint 66,2 Md£ en 2021, en hausse de 4,3 Md£ par rapport à 2020, selon les estimations de l'[ONS](#).
- Le [Treasury Committee](#), commission parlementaire en charge de l'examen des principaux organismes financiers, lance une enquête sur le sexisme à la City. Il souhaite se concentrer sur les obstacles rencontrés par les femmes dans le secteur des services financiers.
- Une [consultation](#) sur la possibilité d'élargir les « bénéficiaires en nature » défiscaliser en incluant notamment les prestations médicales est ouverte, l'objectif du gouvernement étant de prévenir la sortie du marché du travail des seniors.
- A. Griffith, Ministre de la City, [rejette](#) la suggestion du Treasury Committee de réglementer les crypto-monnaies

comme des jeux d'argent, justifiant que cette « approche irait totalement à l'encontre des recommandations des organisations internationales ».

Graphique de la semaine : Dave Ramsden s'exprime à nouveau en faveur d'une accélération du resserrement quantitatif de la Banque d'Angleterre.

The BOE Is Looking at Cutting Its QE Portfolio in Half

Stock of purchased gilts held in the APF / Stock net of maturing gilts
Net of maturing gilts and active sales



Source: Bloomberg analysis of Bank of England data

Note: Profile assumes BOE maintains active sales of £10 billion a quarter

Source: [Bloomberg](#)

À l'occasion d'un [discours](#) analysant les leçons du début de la mise en œuvre du resserrement quantitatif (quantitative tightening), le gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre et membre du comité de politique monétaire (CPM) a expliqué envisager une accélération du rythme de resserrement.

En septembre dernier, une réduction de la taille du bilan de la Banque d'Angleterre de 80 Md£ sur douze mois avait été décidé. Du fait de l'arrivée à maturité d'une partie des actifs, ce rythme se traduit par la réalisation de vente d'actif pour une valeur de 10 Md£ par trimestre. Le rythme de resserrement des prochains mois sera discuté et communiqué lors du Comité de Politique Monétaire de septembre prochain.

Le graphique ci-dessous présente la taille de l'Asset Purchase Facility (APF) soit la valeur de l'ensemble des actifs achetés par la Banque d'Angleterre dans le cadre des programmes d'assouplissement quantitatif (quantitative easing). Ayant atteint un sommet en 2022 à 875 Md£, la taille de l'APF a commencé à diminuer depuis, du fait du non-réinvestissement des liquidités fournies par l'arrivée à maturité d'actifs depuis février 2022 et du fait de la vente d'actifs depuis novembre dernier.

Fait marquant : la baisse de l'inflation est plus marquée qu'attendue en juin poussant les marchés à revoir à la baisse leurs anticipations de taux directeur et conduisant à une dépréciation de la livre sterling.

Les dernières données de l'[ONS](#) affiche une inflation (IPC) en nette baisse de 8,7% à 7,9% entre mai et juin 2023. Cette diminution s'explique par des hausses de prix plus modestes dans de nombreux secteurs. La baisse de contribution la plus importante est celle des transports (-0,42pt), les autres secteurs dont les contributions sont en baisse entre mai et juin sont l'alimentation (-0,11pt), l'hôtellerie-restauration (-0,07pt), le logement (-0,07pt) et l'équipement des logements (-0,04pt). Aucun poste de dépense ne présente une contribution significativement en hausse sur cette période. La hausse des prix alimentaires reste la principale contribution à l'inflation, les hausses de prix dans ce secteur atteignant 17,3% en juin après 18,3% le mois précédent.

Attendue en baisse, à 8,2% par les marchés, l'inflation totale de juin coïncide avec la prévision de mai dernier de la Banque d'Angleterre alors que l'inflation de mai avait surpris à la hausse (0,4pt au-dessus des prévisions). En conséquence, les marchés ont revu à la baisse leurs anticipations à la hausse du taux directeur. Une hausse de +25pb est désormais attendue lors du prochain comité de politique monétaire, le 3 août, contre +50pb précédemment. Les marchés prévoient un taux terminal à 5,80% contre 6,10% précédemment et estiment que les premières baisses de taux auront lieu en mars et non plus en mai 2024.

En réaction, la livre sterling a immédiatement chuté face aux principales devises et les *yields* des *gilts* ont observé une nette réduction. Le jour de la publication, la devise britannique a perdu 0,5% face à l'euro et 0,8% face au dollar. Les rendements des titres de dette publique britannique ont également fortement diminué au cours de la journée de jeudi, les *yields* des *gilts* à 10 ans perdant 12pb et s'établissant à 4,20%.

Selon le [Premier ministre](#), ces données démontrent que le gouvernement dispose de la bonne approche face à l'inflation. Plus nuancé, le [Chancelier de l'Échiquier](#) a affirmé qu'«il y avait encore beaucoup de chemin à parcourir» dans la lutte contre l'inflation.

Actualité macro-économique

Selon l'autorité de la concurrence, la forte inflation alimentaire n'est pas due à une faible concurrence des supermarchés. Elle constate même que la pression concurrentielle importante permet une répercussion rapide des baisses de prix des intrants – La *Competition and Markets Authority* ([CMA](#)) estime que les données

disponibles à ce jour ne permettent pas d'affirmer qu'un déficit de concurrence aurait nourri l'inflation alimentaire. Les marges des vendeurs de détails ont diminué de 41,5% au cours de l'année 2022-23, les hausses de coût étant plus rapides que celles de revenus. Les hausses de part de marché des *discounters* (Aldi et Lidl) montrent que la capacité des supermarchés à augmenter leurs prix tout en conservant leur clientèle est réduite. L'autorité britannique présente son intention de

poursuivre ses investigations dans les mois prochains, vérifiant que les baisses de coût sont effectivement répercutées sur les prix de vente. Prévoyant d'étendre ses travaux à l'ensemble de la chaîne de valeur, la CMA formule également des recommandations en matière d'affichage des prix, ayant constaté des manquements.

La première réunion du [Conseil des entreprises](#), présidé par R. Sunak, a eu lieu cette semaine – Souhaitant créer un lieu d'échange direct entre le Premier ministre et le secteur privé afin de comprendre leurs difficultés, celui-ci a échangé avec les représentants de 14 grandes entreprises. L'[organisation](#) professionnelle représentant les petites entreprises (FSB) a regretté ne pas avoir été associé à l'événement.

Actualité commerce & investissement

Tata Motors, groupe indien propriétaire des marques Jaguar et Land Rover, a annoncé ce [mercredi](#) 19 juillet un investissement de 4Md£ dans le sud-ouest de l'Angleterre pour construire une usine de fabrication de moteurs électriques – Cet investissement a pu avoir lieu avec le soutien du gouvernement britannique, dont les modalités n'ont pas encore été précisées. Le gouvernement se réjouit du projet, qui contribuera à la création de plus 4 000 emplois qualifiés et s'inscrit

dans les engagements du pays en faveur de la neutralité carbone. Les autorités intensifient leur soutien au développement de la chaîne de valeur des véhicules électriques, notamment en cherchant à débloquer des investissements privés et à renforcer les activités de recherche et développement (Automotive Transformation Fund, Advanced propulsion Centre, British Industry Supercharger).

Le Royaume-Uni a signé le protocole d'adhésion au Partenariat Transpacifique (CPTPP), en marge de la 7ème réunion de la Commission instituée par l'accord – Largement salué par le monde des affaires, l'accord n'entrera en vigueur qu'une fois le processus de ratification achevé. Celui-ci comprend notamment des obligations d'évaluation par la Commission pour le commerce et l'agriculture (commission consultative indépendante) afin d'apprécier la compatibilité des dispositions de l'accord avec la législation britannique relative à la protection animale et de l'environnement. Accord d'envergure, le CPTPP [vise](#) à libéraliser le commerce des biens et des services entre les pays partenaires (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Calédonie, Pérou, Singapour et Vietnam) par la suppression progressive des droits de douane, la facilitation de la coopération et de la transparence réglementaire et la simplification de la mobilité des personnes pour les déplacements professionnels. Par ailleurs, l'accord prévoit un mécanisme

de résolution des différends entre investisseurs et Etats. Le chapitre portant sur le commerce et l'environnement, dont les dispositions sont contraignantes, comporte également un mécanisme de résolution des différends. Enfin, afin de préserver l'application du [Cadre de Windsor](#), qui organise la relation entre l'Irlande du Nord et l'Union européenne, en cas de conflit de norme, le Protocole d'adhésion au CPTPP donne la possibilité aux parties – en premier chef desquelles le Royaume-Uni – d'adopter des mesures qui contreviendraient aux obligations découlant de l'accord de Partenariat transpacifique, sous réserve que celles-ci ne créent pas une restriction discriminatoire et injustifiée au commerce.

Le Ministre des affaires étrangères James Cleverly a annoncé quatorze [nouvelles sanctions](#) en réaction au déplacement forcé des enfants ukrainiens orchestré par la Russie – Les mesures (gel des avoirs et interdictions de voyage) visent notamment les fonctionnaires du Kremlin Ksenia Mishonova et Sergey Kravtsov, qui ont joué un rôle substantiel dans le déplacement de plus de 19 000 enfants ukrainiens vers des territoires russes dans le but d'anéantir l'identité culturelle de l'Ukraine. Est également concerné Timofey Sergeitsev pour ses campagnes de propagande haineuse à l'égard de la population ukrainienne. À ce jour, plus de 1 600 individus et entités tombent sous le coup des sanctions

britanniques en raison de leur implication dans l'invasion russe en Ukraine

L'organisation professionnelle Make UK, regroupant les principales industries britanniques, publie un [nouveau rapport](#), *Digitalise to decarbonise*, sur la digitalisation comme outil de décarbonation des activités et insiste sur l'importance de l'investissement à cette fin – Selon le rapport, près de la moitié des industriels britanniques ont développé une stratégie d'investissement dans les technologies digitales afin de décarboner leurs activités. Seul un quart d'entre eux ont déjà réalisé ces investissements. Au-delà des ambitions de neutralité carbone, la digitalisation est également perçue comme un outil intéressant pour optimiser les chaînes d'approvisionnement et limiter les disruptions créées par la sortie du Royaume-Uni du marché commun. Le coût de ces technologies ainsi que la pénurie de qualifications demeurent toutefois problématiques pour un certain nombre d'entreprises, qui plaident en faveur d'incitations fiscales pour accompagner cette transition.

Actualité financière

En réaction à la clôture arbitraire de comptes bancaires de personnalités

publiques en raison de leur prise de positions politiques, le *Treasury* **impose de nouvelles règles** – Le délai entre la notification et la clôture effective du compte est augmenté à 90 jours, contre 30 précédemment, laissant plus de temps au client pour contester l'opération. Les banques seront désormais tenues de préciser le motif de clôture. Le gouvernement souligne que ces dispositions sont prises afin de protéger la liberté d'expression et qu'elles sont rendues possibles par la sortie de l'Union européenne. Ces décisions devraient probablement entrer en application à l'automne 2023.

La Financial Conduct Authority (**FCA**) indique aux prestataires de services d'épargne qu'ils peuvent informer leurs clients des meilleurs taux de rémunération disponibles, même s'ils se sont opposés au démarchage – La FCA s'attend désormais à ce que ces entreprises « orientent leurs clients vers les meilleures offres d'épargne possibles ». Cette déclaration de la FCA fait suite aux demandes de clarification des acteurs de l'épargne eux-mêmes.

Après avoir été convoqués par la FCA, les établissements bancaires

augmentent la rémunération de l'épargne, selon les données de Moneyfacts – Les principaux établissements bancaires ont augmenté leur taux de rémunération de l'épargne bloquée sur deux ans, de 4,76% en moyenne le 6 juillet, à 5,07% le 14 juillet. L'épargne liquide rémunérée à 2,49% le 6 juillet, l'était à 2,60% le 14 juillet. Le 6 juillet, les principaux représentants des banques avaient été convoqué par l'autorité de régulation, la Financial Conduct Authority (FCA), les invitant à mieux rémunérer l'épargne de leurs clients en répercutant les hausses de taux directeur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédacteurs : Justine Duval et Carole Lebreton

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr